

Elections
en Guinée

Révolution tactique à la Ceni

Page 2



Page noire

Elhad Fadiga de la Fesynadog n'est plus !

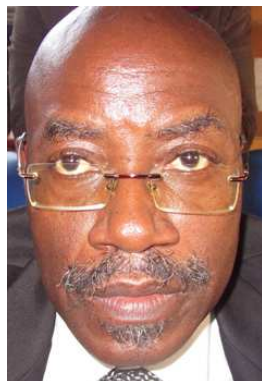
Page 6



Préparatifs de la
CAN Guinée 2023

Trois ans après, l'état des lieux

Page 10



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°581 • LUNDI 25 SEPTEMBRE 2017 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Alpha Saliou Wann appelle à mettre fin aux tueries de civils en Guinée

Page 3



Le venin de la terreur

Kamsar et Kolaboui ont connu de violentes velléités ayant entraîné du sang versé. Ces deux localités retrouvent enfin leurs esprits. Toutefois, l'adage selon lequel *il vaut mieux prévenir que guérir* reste à suivre s'il n'inspire déjà la politique d'emploi et de la prise en compte du contenu local des entreprises opérant dans cette Zone économique spéciale du Nord-Ouest. **Page 6**



«Bréviaire lexical
à l'usage du Juriste moderne
(Français-Anglais)

L'usage du livre du juge Diawara dépasse nos frontières

Page 10



Régulation des marchés
publics

L'ARMP renforce les capacités de ses partenaires

Page 8



Les élections en
Guinée, selon
Ibrahima Sila Bah:

C'est quand l'Exécutif en décidera ...

Page 10

Confidences PUBLIQUES

Mamady Kaba de l'INIDH sous menaces

Cet homme joue son rôle de président d'une institution d'Etat, mais cela lui coûte la quinine quotidienne par ces temps où tous ceux qui s'opposent ouvertement à la formulation d'un éventuel 3e mandat pour Condé sont à l'index.



Sidya et Tibou, la guerre...

La hache de guerre est loin d'être enterrée par ce duo. Nos oreilles prolongées ont appris que le Haut représentant du chef de l'Etat et le Conseiller personnel du président de la République ne sont pas prêts à se pardonner pour travailler ensemble. Ce, malgré la volonté affichée du président Condé de les voir oeuvrer dans la dynamique de changement afin de doter le pays d'institutions fortes devant cimenter la démocratie en construction.

Bilan de l'après-marche de l'opposition: deux morts et des blessés

Deux morts et plusieurs blessés. Ce bilan macabre (présenté la semaine écoulée) de l'après-marche de l'opposition guinéenne est provisoire.

L'intouchable «Waraba» fait encore parler de lui à Boké

Cet enseignant bien connu à Kanfarandé avant d'être l'homme à tout faire du régime actuel dans la région, avait été nommé Directeur préfectoral de l'éducation (DPE) de Boké. Lorsqu'il s'est permis de bloquer 25 000 FG des primes des correcteurs des épreuves d'entrée en 7e et de confisquer les frais de collation, la décision des autorités de l'Enseignement pré-universitaire le suspendant de ses fonctions le 1er juillet 2016 avait été levée 27 jours après. Depuis, il est devenu l'intouchable. Waraba, le lion, dont les faits et gestes font l'objet de controverses tant à Taramansy que dans les autres quartiers de Boké qui se remettent peu à peu des émeutes meurtrières qui les ont secoués il y a peu.

Elections en Guinée Révolution tactique à la Ceni

« Un homme ne doit jamais rougir d'avouer qu'il a

tort car, en faisant cet aveu, il prouve qu'il est plus sage aujourd'hui qu'hier ». On dirait que le nouveau Président de la CENI a lu cette pensée de Jean Jacques Rousseau avant de faire sa visite de plaidoyer chez le Chef de File de l'opposition. Selon des indiscretions de véranda, il aurait confessé que son institution porte « la faute et le péché d'avoir longtemps ignoré les acteurs politiques ». Il aurait dit cette vérité en présence de tous ses compagnons de Commissaires avant de promettre que sous son mandat, tout serait différent. Il venait de dénoncer une époque dont il fait partie et un prédécesseur qu'il est parvenu à chasser. Celui-ci s'était illustré en dissimulation stratégique. Il indisposait la mouvance présidentielle et embêtait l'opposition. Aux deux compères du microcosme politique guinéen, il miroitait des calendriers électoraux sans date pour les pousser à consacrer leur énergie à la rédaction d'ententes sans lendemain. Il a ainsi laissé sur la table à palabres deux accords oubliés et un troisième en voie d'ensevelissement.

En troublant le sommeil de tous, il s'était fait détester de tous les côtés. Il a été si détestable que son appui technique a été rejeté par des homologues qui l'observaient de loin, là-bas, au Niger. Son successeur est politiquement plus gentil et le fait savoir publiquement. En lieu et place d'un chronogramme électoral sans date, il affiche une période qui n'a ni début ni fin. Cette période est exprimée en nombre de jours avec un commencement qui dépend du décaissement d'un montant complémentaire de centaines de milliards de francs guinéens prévu nulle part et à octroyer, le moment venu, par on ne sait quelle autorité publique. Au total il faut cent vingt (120) jours à égrener un à un à compter de la réception de cette somme. L'institution électorale a évité de convertir ce nombre de jours en nombre de mois pour éviter à l'opposition de sortir de son illusion têtue que des élections soient possibles avant la fin de l'année 2017. Quiconque se permettrait cette conversion



Lamarana Diallo
Démographe
lmdiallofb7@gmail.com

arithmétique risquerait de tomber à un mois quelconque de l'année suivante. Ce qui contredirait à nouveau un certain accord politique du 12 octobre 2016. Ce serait souscrire à un recul de deux petits pas en arrière. De quoi hausser le ton chez une opposition qui, apparemment, est bien décidée à résister aux promesses trompeuses. Si le nouveau Président de la CENI n'a pas voulu être explicite sur ses intentions calendaires, ce n'est pas seulement qu'il ne veuille travailler en toute transparence avec tous les acteurs du théâtre électoral. Il a l'air d'engager une certaine renégociation pour faire oublier un objectif majeur : **une CENI réformée en vertu de son passé calamiteux**. Pour cela il entend faire le tour de toutes les institutions. Est-ce une façon de perdre ou de gagner du temps? En tout cas les tâches prioritaires devraient être ailleurs selon ceux qui suivent avec attention les pas du nouveau patron de l'organe électoral.

Ce Président vient d'obtenir un fonds de démarrage de quatre vingt dix milliards de GNF. Les guinéens attendent le plus tôt des actions révolutionnaires sur le terrain en termes de réveil des structures électorales de base, d'audit du fichier électoral et d'envie sincère de se muer en une institution technique conforme au dernier accord politique. S'il fait autre chose, ce serait tout simplement un jeu visant à maintenir le statut quo indésirable auquel il a participé hier et qui, aujourd'hui, réveille des souvenirs détestables chez tout le monde. La question consiste à savoir pourquoi l'opposition insiste



Le temps des choix clairs est arrivé pour tout le monde.
Photo: DR.

tant sur l'insuffisance d'une ligne budgétaire qu'elle ne contrôle pas et sur la mobilisation de ressources complémentaires qui ne la regarde pas. Un haut fonctionnaire du Ministère du Budget n'a pas hésité à souligner lors d'une interview de spécialiste que ce genre de budget est politique et que sa disponibilité dépend d'une certaine autorité. Des communiqués récents montrent combien il a raison. Il reste à en prendre acte et attendre la suite. Il paraît que le montant nécessaire pour réaliser les élections locales est disponible. C'est la Présidence qui le dit. Le Président de la CENI n'a qu'à aller le répéter au Comité de Suivi avec qui il pourrait définir les prochaines étapes de la course vers le scrutin de manière à compresser le timing pour parvenir à ce que tout le monde veut mais ne souhaite pas: des élections avant la fin de l'année. Les guinéens ont en tout cas, une doléance: ils ne veulent pas être dérangés pendant la période des récoltes. Si cette doléance repousse les délais au-delà de la fin 2017, cela arrange la CENI sans la dispenser de mener les activités liées à sa mutation à moins qu'elle ne consente à son auto-effacement.

Le temps des choix clairs est arrivé ! La CENI a choisi son Président. Les raisons, et les modalités n'étaient pas claires pour tout le monde. Ça a été tout de même un choix; les guinéens l'ont accepté et sauront vivre avec cette nouvelle formule où la chose change de forme par amputation et reste entière dans son fond. On dirait que la mouvance au pouvoir consent sans accepter parce qu'elle n'a jamais voulu d'une institution électorale réformée bien qu'elle soit signataire d'un certain accord politique. Elle voudrait aller de l'avant en

faisant passer la pilule d'un statut quo plus large par voie d'un mandat négocié. C'est ce qu'un autre Président d'institution appelait «les sirènes révisionnistes». Il était allé plus loin en recommandant de ne pas les écouter.

L'opposition voulait le changement total de la CENI et pas seulement le départ de son Président. On dirait qu'elle s'accommode de la nouvelle situation sans renoncer à son objectif ultime. Elle a dû le redire confidentiellement lors de la rencontre avec le nouveau Président par la voix de son Chef de File. Le choix de cette opposition est d'ailleurs connu. Elle veut des élections communales et communautaires dans les meilleurs délais. Avant la fin de 2017? Rien n'est moins sûr! Au-delà, elle réclame un vote transparent et des résultats crédibles aussi bien en 2018 qu'en 2020. A défaut, elle souhaiterait bien la répétition en Guinée de «la leçon kenyane». Tous ces souhaits et choix de l'opposition guinéenne dépendent largement d'une révolution inattendue: un changement de comportements de l'intelligentsia guinéenne dans sa totalité.

En ces temps d'options, le nouveau Président de la CENI a préféré être préférable pour sortir son institution de l'état détestable sous lequel elle s'est jusqu'ici présentée au Peuple mobilisé de Guinée. Un peu pour ne pas la prendre là où son illustre prédécesseur l'a laissée. Ses collègues sont d'accord et l'accompagnent dans ce choix et pour une CENI gardée telle qu'elle est. Les acteurs de la scène électorale ont quant à eux une pensée de Raymond Aron pour inspirer leur choix: «*Le choix en politique n'est pas entre le bien et le mal mais entre le préférable et le détestable*». ■

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

L'appel d'Alpha Saliou Wann, président de l'AFD : «Il faut mettre fin aux tueries de civils»

Le président de l'Alliance des Forces Démocratiques (AFD), appelle à «mettre fin aux tueries de civils désarmés par les forces de répression» du régime Alpha Condé.

Face à la situation qui prévaut dans la Zone économique spéciale (ZES) de Boké et suite au massacre d'opposants perpétré aux heures qui ont suivi la fin de la marche de l'opposition la semaine dernière, Alpha Saliou Wann est choqué

de constater que l'on continue à tirer à balles réelles sur les citoyens qui sont tués comme des poulets. «Le monde entier est témoin des massacres successifs des jeunes manifestants pour la démocratie en Guinée. Mais lorsque Condé piétine la Constitution et certains membres des forces de défense et de sécurité font fi des articles 6, 141 et 142 de la Constitution, nous ne devons céder à la fatalité en les laissant continuer à perpétrer leurs crimes.

Nous, nous invoquons nos droits constitutionnels. Eux, ils s'en foutent de la Constitution et des lois de la République, et se donnent le droit de vie ou de mort sur n'importe quel citoyen du pays», se désole l'homme politique qui indique que «conformément à l'article 21 de la Constitution, nous avons le droit de résister à l'oppression». Banquier de profession, et ancien secrétaire général de l'Union des forces démocratiques (UFD), M.Wann avait quitté

le pays pour les Etats-Unis quelques mois après avoir été libéré de prison suite à l'affaire Attaque de la résidence privée d'Alpha Condé à Kipé le 19 juillet 2011.

Protéger les citoyens et les défendre est un devoir de tout Etat. M. Wann appelle le régime Condé à faire face à son devoir de refuser que des Guinéens tombent sous les balles d'hommes à la gâchette facile. ■

Par Gabriel Karakan

Ils ont dit



Johanna Barry, présidente du Comité Miss Guinée, sur l'élection d'Asmaou Diallo à Miss Africa Continent: «On a traversé beaucoup de difficultés. Aujourd'hui, nous sommes là pour fêter la victoire d'Asmaou Diallo. Je suis comblée. Mon rêve, c'est de laisser mon empreinte sur cet édifice guinéen que nous sommes en train de construire.»



Mohamed Salifou Keita, poète, journaliste, chroniqueur littéraire et écrivain: «Le poète est un berger qui objecte les consciences, atténue les tensions à condition qu'il soit écouté. Car, dans nos pays, la génération de dirigeants actuels n'est pas attentive aux poètes. Si le Sénégal est un pays où il y a une liberté de ton et d'expression, où les hommes, les intellectuels, ont une importance dans la société, c'est grâce au poète-président Léopold Sedar Senghor.»



Me Salif Kébé, président de la CENI: «Nous, nous sommes en train d'enranger les plans opérationnels. Une fois que ces plans opérationnels seront prêts, nous allons réunir toutes les parties prenantes pour discuter pas à pas. Là où les délais vont nous mener, nous organiserons les élections en ce moment-là.»



ELECTRICITE DE GUINEE

COMMUNIQUE DE PRESSE

EDG dote tous ses clients d'un nouveau compteur, -Sabou- et annonce une campagne massive de raccordement

Dans le cadre de sa politique commerciale, l'Administration générale de l'EDG informe son aimable clientèle de l'introduction d'un nouveau compteur, « Sabou » et du lancement d'une campagne massive de raccordement.

Le compteur « Sabou » est un compteur électronique intelligent équipé d'un dispositif de sécurité et de paramètres permettant aux consommateurs de faire le choix entre deux modes de paiement : le post-paiement ou le prépaiement.

Plus de 30 000 compteurs Sabou ont déjà été posés aux poteaux un peu partout à Conakry et sont désormais prêts à être raccordés, notamment dans les communes de Kaloum, Ratoma, Dixinn et Matam.

Chaque client sera doté d'un compteur « Sabou » et aura le choix entre deux modes de paiement ; le post-paiement ou le prépaiement.

« Sabou, à chacun son compteur, votre choix de paiement », tel est le slogan de la nouvelle politique de comptage qui se veut, juste, efficace et plus proche de ses clients.

En proposant le choix de paiement pour ses clients domestiques, l'EDG a voulu prendre en compte les différentes préoccupations des uns et des autres. Soucieuse du portefeuille de sa clientèle, l'Administration Générale de l'EDG a tenu à offrir un certain nombre d'avantages aux futurs abonnés du prépaiement :

- 10 kWh gratuit à l'installation
- Gratuité d'abonnement
- Pas de caution
- Recharge à distance

Grâce au compteur Sabou, le client va pouvoir suivre en temps réel et au jour le jour sa consommation, maîtriser son budget d'électricité et faire des économies.

Doté d'un système intelligent, Sabou alertera à l'avance le client au pépiement du niveau de son crédit restant afin de l'éviter une interruption brusque de fourniture de l'électricité. Certains clients ont déjà été raccordés et société civile comme professionnels se disent satisfaits de cette nouvelle initiative.

La cellule communication



L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail :
actuconakry@gmail.com



**ELECTRICITE DE GUINEE
ADMINISTRATION GENERALE**
Affaire suivie par L. MAGAS. Tél : 622-676-247

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊT SERVICES DE CONSULTANTS

REPUBLIQUE DE GUINEE MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE

Electricité de Guinée (EDG)

Projet Réhabilitation de Trois (03) Centrales Hydroélectriques et Deux (02) Postes Sources HT/MT ainsi que la Construction d'Un nouveau Poste Source HT/MT

ELECTRICITE DE GUINEE (EDG)

La société Electricité de Guinée (EDG) étant le Maître d'Ouvrage Délégué a bénéficié à travers le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique, de la rétrocession par le Ministère de l'Economie et des Finances d'un financement de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) destiné à la réhabilitation des installations, des Bâtiments industriels et de la Cité d'habitation des Centrales Hydroélectriques et des Postes sources 60/20 kV ainsi que la construction d'un nouveau poste source 110/20 kV.

Une partie de ce financement sera utilisée pour recruter un consultant pour réaliser la Supervision des travaux.

Dans le cadre de cette mission, le consultant sera amené à assurer le bon déroulement des travaux permettant d'aboutir à un ouvrage réhabilité et fonctionnel, dans le respect de la qualité, des délais et des coûts déterminés.

A ce titre, il sera chargé de superviser, contrôler et surveiller les travaux de réhabilitation des Centrales et des Postes ainsi que la construction d'un nouveau Poste, et la mise en place de dispositifs visant à assurer un fonctionnement optimum et durable des installations.

Les travaux prévus comprennent¹ :

Ces prestations sont subdivisées en trois composantes à savoir :

III.1 Réhabilitation des centrales hydroélectriques de Garafiri, Banéah et Grandes chutes et de leurs postes d'évacuation ;

III.2 Réhabilitation et renforcement des postes sources 60/20kV Kipé et Sonfonia ;

III.3. Construction d'un nouveau poste source 110/20kV Sonfonia Casse.

Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique, représenté par Electricité de Guinée (EDG) invite les consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.

Afin de confirmer leur éligibilité à un financement de la BEI, les consultants devront joindre à leur candidature la Déclaration d'intégrité (en annexe à ce document) dûment signée.

Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans les missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.).

Le caractère similaire des expériences sera analysé en fonction :

- Contrôle technique des études de réalisation ;
- Réception des équipements et matériels ;
- Supervision des travaux d'exécution sur site ;
- Essais de mise en service / réception provisoire ;
- Réception définitive.

Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

L'Electricité de Guinée (EDG) examinera également la pertinence des manifestations d'intérêt au regard des informations suivantes :

- Compétences et disponibilité des consultants ;
- Certificats qualité et qualifications professionnelles.

EDG dressera une liste restreinte de Six (06) candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues auxquels elle adressera le Dossier de Demande de Propositions pour la réalisation des services requis.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, à tous les jours ouvrés et aux heures suivantes : de 8H à 17 H du lundi au jeudi et de 8 H à 13 H les vendredis.

Monsieur le Chef de Projet Energie Guinée
Electricité de Guinée (EDG)
Direction Etudes et Travaux (DET)
Immeuble EDG / Cité chemin de fer
5ème étage ; bureau N°58
Boîte postale : 1463 Conakry
République de Guinée
Tél : (00224) 622-67-62-47 / 664-33-78-21
E-mail : peg.loncemagas62@gmail.com

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 5 octobre 2017 à 10 H (heures locale) et porter expressément la mention « **Avis à Manifestation d'Intérêt de la Supervision des travaux de la Réhabilitation de Trois (03) Centrales Hydroélectriques et Deux (02) Postes sources HT/MT ainsi que la Construction d'un nouveau Poste source HT/MT, intitulé Projet Energie Guinée** ».

Electricité de Guinée (EDG)
Direction Etudes et Travaux (DET)
Immeuble EDG / Cité chemin de fer
Chef de Projet Energie Guinée
5ème étage ; Bureau N°58
Boîte postale : 1463 Conakry
République de Guinée
Tél : (00224) 622-67-62-47 / 664-33-78-21
E-mail : peg.loncemagas62@gmail.com

La première des dates de dépôt de la manifestation d'intérêt (i) par courrier postal et (ii) par messagerie électronique sera retenue comme date de réception.

¹ Les quantités précisées sont indicatives

Abdenbi ATTOU
Administrateur Général

ELECTRICITE POUR TOUS EN GUINEE

ELECTRICITE DE GUINEE « EDG »

Société Anonyme à Participation Publique N° ENTREPRISE /RCCM/GCKRY/0715A/2003 Capital Social : 261 119 478 000 GNF
Siège Social Immeuble EDG – Cité Chemin de Fer – BP : 1463 – Tél : 45 18 56 – Fax 41 18 53 – CONAKRY République de Guinée
Prenom.nom@eptege.com

COMMUNIQUE DU MINISTÈRE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE

AVIS AUX DÉBITEURS DU 8e
DON HORS PROJET JAPONAIS

Conakry, le 14 Septembre 2017 - Le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale constate avec regret que, malgré les multiples rappels, pour le paiement des créances de l'Etat pour du 8eme Don Hors Projet Japonais fait à la Guinée depuis 2012, les opérateurs économiques dont les noms suivent, bénéficiaires de ce Programme ne se sont pas acquittés de cette obligation.

En conséquence, le Ministère interpelle les intéressés pour qu'ils honorent leurs engagements contractuels passé avec le Département à cet effet et ce, pour un dernier délai fixé pour le 31 Décembre 2017. Passée cette date, le Ministère se réserve le droit de déclarer les contrevenants inéligibles aux futurs Dons, ainsi qu'aux marchés publics de l'Etat et de transmettre leurs dossiers à l'Agent Judiciaire de l'Etat aux fins de recouvrement.

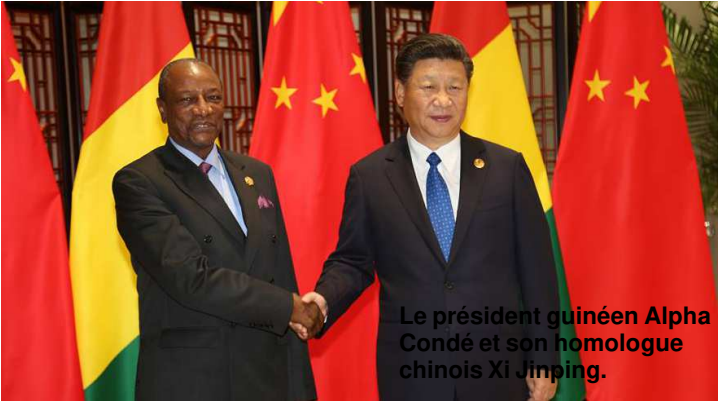
No ord	Noms de Sociétés	Personnes Responsables	Nature des Produits	Montants dus (En GNF)
1	Guinée OIL SARL	Mamoudou HANN	Ciment	429 696 400
2	Dynamique Développement	Makan KONATE	Ciment	359 507 270
3	SOGUITRACO	El hadj Mamadou Yaya BAH	Ciment	496 614 345
4	Cherga International	Salou NABE	Ciment	159 471 063
5	Etablissements CFC	Cheik Fantamady CAMARA	Ciment	537 991 483
6	Entreprise Oumar SACKO	Oumar SACKO	Ciment	297 494 045
7	Entreprise Modiba FOFANA	Modibo FOFANA	Ciment	617 991 463
8	GNC	Abdourahamane KABA	Ciment	208 985 635
9	Global Import Export	Ibrahima Sory CISSE	Ciment	227 640 149
10	Ets BASSILA	Oumar BALDET	Ciment	239 785 938
11	BIP Perfection	Mohamed CAMARA	Ciment	88 013 444
12	Global Guinée	Mohamed FOFANA	Ciment	356 633 877
13	Global Impex	Moustapha KALLE	Ciment	356 633 877
14	High Compagny	Moussa DOUKOURE	Ciment	46 874 527
15	International Golden Diamond Guinea	Fodé Moussa SOUMAH	Ciment	371 314 228
16	African Express	Mohamed FOFANA	Ciment	297 051 383
17	HANNA Prestation	Alpha Cabinet KOUROUMA	Ciment	262 296 934
18	EMCO	Mohamed KAITE	Ciment	263 512 125
19	Ets FARAFINA	Bakary KABA	Ciment	63 019 987
20	Afrilinks	Amara CISSE	Ciment	297 051 383
21	Import Export KEBE etn Frères	Mohamed Lamine KEBE	Ciment	181 925 000
22	International Trading	Mamadou KABA	Ciment	698 628 192
	Sous Total		Ciment	6 858 132 748
23	SOGUITRACO	El Hadj Mamadou Yaya BAH	Fer à Béton	142 547 790
24	S,HOLDING SA	Moustapha KALLE	Fer à Béton	215 210 138
25	M Mamansa Trasport Sarl	Salimou TOUNKARA	Fer à Béton	342 032 760
26	M Balou Kaira Sarl	El Hadj Sankoumba TOURE	Fer à Béton	185 127 000
27	Ets KABA KAMANO et Frères	Karamo KABA	Fer à Béton	185 127 000
28	Guinée OIL Sarl	Mamadou HANN	Fer à Béton	115 500 450
29	Guinean National Contractor	Abdourahamane KABA	Fer à Béton	246 218 910
30	Ets CFC Import-Export	Cheik Fanta Mady CAMARA	Fer à Béton	154 272 500
31	African Express	Mohamed FOFANA	Fer à Béton	46 281 750
32	Guinée 4 Construction	Ibrahima Kalil DOUMBOUYA	Fer à Béton	153 855 410
33	High Compagny	Moussa DOUKOURE	Fer à Béton	329 526 416
34	Global Impex	Moustapha KALLE	Fer à Béton	291 792 170
35	Ets BASSILA	Oumar BALDET	Fer à Béton	120 269 862
	Sous Total		Fer à Béton	2 527 762 156

TOTAL GENERAL 9 385 894 904

Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique

Accord minier avec la Chine

Le président
Alpha Condé
le qualifie
d'exceptionnel



CONAKRY, (Xinhua) - "C'est la première fois que la Guinée signe un accord exceptionnel avec la Chine pour la réalisation des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires dans l'intérêt des nos populations", a déclaré samedi le président guinéen Alpha Condé, lors d'une conférence de presse organisée pour informer des avantages d'un accord minier récemment signé entre la Guinée et la Chine.

Il s'agit d'un accord gagnant-gagnant de nature "mines contre le financement de projets d'infrastructures", a indiqué M. Condé.

Selon les termes de l'accord d'un montant de 20 milliards de dollars sur 20 ans, chaque année, une enveloppe d'un milliard de dollars sera disponible pour des projets d'infrastructures et 3 milliards dollars sont disponibles dès maintenant.

Le président Condé a indiqué que les accords miniers signés entre la Guinée et les autres pays représentaient d'importantes ressources pour les caisses de l'Etat guinéen.

Or, a-t-il ajouté, depuis longtemps, ces ressources financières n'ont pas été utilisées dans la transparence et ont toujours fait l'objet de détournement par les cadres guinéens.

L'accord cadre avec la Chine permettra d'obtenir des revenus qui seront utilisés uniquement pour réaliser des infrastructures (routes, chemins de fer, universités, infrastructures agricoles et ports), a souligné le chef de l'Etat guinéen.

Il a également noté avec satisfaction que cet investissement de la Chine dans le secteur minier aidera la Guinée à atteindre une croissance à deux chiffres d'ici 20 ans, avec environ 1 milliard de dollars d'investissement chaque année.

En effet, le pays a besoin de 1,5 milliard de dollars d'investissement annuel pour atteindre cet objectif.

Ce fonds servira aussi de levier pour soutenir le développement du secteur éducatif et la modernisation de l'agriculture dans tout le pays, a ajouté le président.

Evoquant les partenaires financiers, comme le Fonds monétaire international (FMI), le chef de l'Etat guinéen s'est voulu rassurant, indiquant que le FMI avait été informé de toutes les étapes de la négociation entre la Guinée et la Chine, compte tenu du volume d'investissement annoncé.

Pour la première phase des accords, la Chine va réaliser une route de plus de 337 km allant de Coyah à Dabola (centre géographique de la Guinée), en passant par la région de Mamou, pour un coût global de 400 millions de dollars.

Ensuite, le port de Conakry, capitale guinéenne, sera réalisé avec un plan d'extension et de modernisation pour un coût total de 700 millions de dollars.

Dans la ville de Conakry, le projet de réalisation et de modernisation des voies urbaines porte sur environ 200 km de routes à construire pour 220 millions de dollars.

Selon le ministre des Mines et de la Géologie, Abdoulaye Magassouba, il s'agit d'un "accord historique et inédit pour la Guinée et pour l'Afrique".

Mme Malado Kaba, ministre de l'Economie et des Finances a quant à elle estimé que cet accord est doublement bénéfique pour la Guinée.

Selon la ministre, les fonds permettront à la Guinée d'atteindre l'objectif de croissance à deux chiffres et d'avoir aussi un contenu local avantageux pour les populations durant l'exploitation des mines par la Chine.

Plusieurs sociétés minières - américaines, russes, françaises, anglaises, indiennes et émiraties - évoluent déjà dans le secteur minier guinéen. ■

Kamsar et Kolaboui

Le venin de la terreur

Jamais les manifestations n'avaient atteint une proportion aussi inquiétante dans le Kakandé. Au bout de deux semaines, la zone a connu de violentes velléités ayant entraîné du sang versé.

Le spectre de la violence a débuté dans la commune urbaine de Boké avec des jeunes en furie qui réclamaient le retour du courant électrique dans leurs lampes respectives. Edifices publics, biens appartenant à des particuliers et plusieurs autres structures paient les frais de la colère des protestants. Sans compter le lot de blessés. On dénombre également deux morts.

Comme par contagion, les manifestations s'étendent sur la sous-préfecture de Kamsar. Le mercredi 20 septembre, une série de manifestations sont enregistrées à Kolaboui, localité située à une vingtaine de kilomètres de Boké, et à cheval avec Kamsar.

Comme leurs prédécesseurs, les émeutiers de Kolaboui réclament, en premier chef, la fourniture de la même denrée. Ils érigent des barricades sur

les principales artères, empêchant ainsi l'entrée et la sortie de tout engin via le rond-point principal qui sépare Boké de Kamsar.

Malgré leur proximité avec la ville bauxitique dont ils relèvent d'ailleurs, les manifestants se sentent abandonnés. Puisque leur sous-préfecture ne bénéficie jusque-là pas d'une bonne desserte en courant électrique. «*Kolaboui sombre donc dans une obscurité totale, outre une toute petite partie de la sous-préfecture qui se trouve être alimentée par un groupe électrogène installé par un particulier*», relate, indigné, un manifestant.

Aucun blessé par balle

Les édifices sont la cible des manifestants en colère. Ils pillent et mettent à sac le siège de la gendarmerie (sur la



La gendarmerie locale n'a pas été épargnée.

photo), de la police, de la sous-préfecture, du Crédit rural, ainsi que la résidence du sous-préfet, en plus d'une pharmacie et des boutiques appartenant à des particuliers.

Un bilan dressé par le chargé des catastrophes de la Croix-Rouge locale fait état de 17 blessés. Mais, M. Oumar Kalissa précise que ce sont des blessés légers, avec un seul cas de fracture.

Le jeudi 21 septembre, alors que les femmes sont prêtes à se joindre aux émeutiers pour mener ensemble le combat, une forte délégation des sages et des jeunes venus de Boké-centre et de la cité minière de Sangarédi s'érigent en médiateurs pour dissuader les jeunes dans leur mouvement de colère.

Ils sont plusieurs fois repoussés avant de réussir un exploit : celui de trouver un

compromis avec les émeutiers. Les barricades érigées ça et là sur les principales artères de la sous-préfecture sont ainsi levées. Mais l'acquisition de cet accord reste tributaire de la formulation d'un certain nombre de points dont la desserte de la ville en courant électrique, l'adduction d'eau potable et l'emploi de la main-d'œuvre locale par les 14 sociétés minières évoluant dans la région récemment classée Zone économique spéciale (ZES). Kamsar et Kolaboui retrouvent les esprits calmes. Toutefois, l'adage selon lequel *il vaut mieux prévenir que guérir* reste à suivre s'il n'inspire déjà la politique d'emploi et de la prise en compte du contenu local des entreprises minières opérant dans la zone.

Par Mady Bangoura

PAGE NOIRE

Elhadj Fadiga, promoteur de la Fesynadog, n'est plus !



Elhadj S. Fadiga a rendu l'âme dans la nuit du vendredi 22 septembre à Conakry.

Alors qu'il se préparait à reprendre dès la fin des grandes pluies la série de formations des membres de la Fesynadog sur les principes du mouvement syndical, Elhadj Souaibou Fadiga a été arraché à notre affection dans la nuit du vendredi 22 septembre 2017 à son domicile de Béhanzin, non loin de l'hôpital indo-guinéen de Gbessia des suites d'une courte maladie.

Il était marié et père d'un garçon. Paix à son âme ! ■

Une mission des Travaux publics surprend des jeunes gens en train de démonter le pont de Sanacia sur l'axe Dabola-Kouroussa

Voici la réaction sur Facebook du directeur du Fonds d'entretien routier (FER) sur cette affaire qui défraie la chronique au moment où l'Etat guinéen vient d'obtenir un Accord-cadre de partenariat stratégique avec la Chine de 20 milliards de dollars. Lisez !

«Une société dans laquelle les citoyens ne font pas de distinc-

tion entre le permis et l'interdit, le légal et l'illégal, le licite et l'illicite est vouée à l'échec. Dans une société sans discipline, ni ordre, aucun projet de développement ne peut y prospérer.

Le samedi 16 septembre 2017, une mission des TP surprend des jeunes gens qui démon- taient les éléments du pont de Sanacia (RN1 axe Dabola-

Kouroussa) pour permettre le passage d'un camion, sur autorisation, semble-t-il, des autorités locales.

Heureusement, ces jeunes gens ont été arrêtés et transférés à la Police de Kouroussa.

À signaler que ce pont a été entrete- nu pour la dernière fois en 2016 sur financement du Fonds d'Entretien Routier (FER) afin

d'assurer le déplacement paisible des populations.

Mes frères et sœurs, rappelons aux uns et aux autres que l'entretien et la sauvegarde de notre patrimoine routier doit être l'affaire de tous sans aucune distinction ou considération que ce soit. Car, c'est la Guinée qui gagne avant tout. Je vous remercie. Que Dieu nous bénisse !» ■



Souleymane Traoré, directeur général du FER. Photo: DR.



Editions GANN DAL
Des idées,
des mots...
des livres

Un mois de novembre fort en livres !



Meilleur éditeur
Jeunesse
2017-Afrique

Conakry Capitale Mondiale du Livre, un voyage au long cours parsemé d'escalades excitantes !

Préparez vous à l'escala de Novembre !

Du 22 au 30 Les éditions Gann dal vont mettre en avant deux aspects de leur politique éditoriale : le livre jeunesse et l'édition dans les langues africaines et souligneront l'importance du numérique dans ces divers domaines.

Du côté de la Jeunesse :

un colloque consacré à la richesse de la littérature de jeunesse africaine (22-23 novembre)

un salon spécialement dédié aux livres pour la jeunesse (23-26 novembre) avec la participation des éditeurs africains, des libraires et bouquinistes de Conakry et de nombreux auteurs (de Kidi Bebey à Yves Pinguilly en passant par Wilfried N'Sondé ((Prix des cinq continents), pour ceux qui viennent de loin, et tous les auteurs guinéens), celle de Viviana Quiñones (BNF) représentant aussi l'IFLA, et celle de l'Oiseau Indigo Diffusion/Bookwitty.

Du côté des **Langues africaines**, atelier de formation des éditeurs africains francophones sur le livre numérique en langues nationale en partenariat avec l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, du **23 au 25 novembre 2017**. Les 25 et 26 novembre un colloque sur les défis de la promotion et de la distribution des livres en langues africaines et pour ceux qui aiment écrire en français, Wilfried N'Sondé et Kidi Bebey animeront chacun un atelier d'écriture le 25 novembre tandis que ceux qui veulent écrire dans les langues nationales pourront participer à un atelier du 27 au 29 novembre.

A noter : des expositions sur la littérature de jeunesse africaine, sur l'illustration des livres pour enfants, sur les livres numériques, des rencontres avec les auteurs.

Réservez ces dates, des informations viendront au fur et à mesure sur <http://editionsgann dal.blogspot.com/> et sur la page facebook.





CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



9e édition du Festival Conakiri

La structure Kohombo annonce les couleurs

La 9e édition du Festival Conakiri se tiendra du 28 septembre au 2 octobre 2017 à Conakry.

En prélude à ce grand rendez-vous des professionnels du rire et de l'humour, les initiateurs du label viennent d'annoncer les couleurs de l'événement.

Selon son directeur général, cette 9e édition se démarque des précédentes par la qualité non seulement des invités et du travail abattu, mais aussi par les activités prévues à cet effet. Puisque de l'avis de **Kévin Boua**, présentateur culturel à la RTG, ce rendez-vous connaîtra la présence effective de plusieurs "chefs d'Etat", notamment leurs Excellences Alassane Dramane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Ibrahima Boubacar Keita du Mali, Issoufou Mahama du Niger et Paul Biya du Cameroun.

«*Ils viendront accompagner la Guinée dans la célébration de l'an 59 de son accession à la souveraineté nationale*», rassure M. Boua.



Kévin Boua,
directeur du
festival.
Photo: DR.

L'édition de 2017 se tient sous les auspices du Commissariat général de **Conakry, capitale mondiale du livre**. Toute chose qui se

justifie par la venue très attendue de l'humoriste **Adama Dahico** pour dédicacer ses livres.

Aussi, le **Dr Alhassane Chérif**, écrivain, sera là pour donner des cours aux réalisateurs des séries télévisées ou d'autres pièces de théâtre.

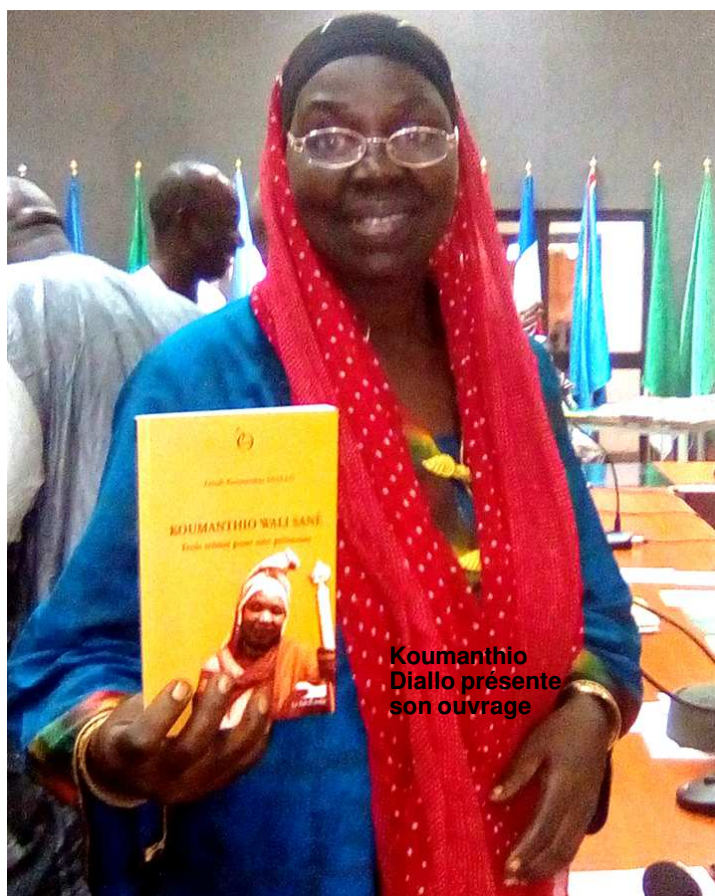
Et pour terminer en beauté, un gala des sociétés est prévu à **Prima Center**, à l'intention des directeurs de sociétés d'assurances, des banques ainsi que d'autres personnes. Il sera suivi le lendemain 2 septembre d'un plateau garni d'humoristes et comédiens de renom pour offrir le meilleur d'eux-mêmes au public de Conakry.

Ce sera au Palais du peuple. «*Mais attention ! Si je dis chefs d'Etat, ce sont des humoristes qui imitent parfaitement ces présidents tant dans leurs actions les plus cachées que celles révélées au grand public. Je tenais à apporter cette précision*», ironise Kévin.

Par Mady Bangoura

LITTÉRATURE :

Un ouvrage célèbre la mère du dernier roi de Labé !



Koumanthio
Diallo présente
son ouvrage

Le regard critique du Dr Faya Millimouno sur l'ouverture "anticipée" des classes

Les autorités éducatives guinéennes viennent d'instaurer une série de nouvelles mesures dans le système éducatif du pays.

C'est le cas notamment de l'ouverture des classes en plein mois de septembre alors que celles-ci s'ouvriraient jusque-là au mois d'octobre, après la célébration de la fête de l'indépendance.

Une réalité de laquelle le leader du Bloc libéral dresse sa lecture.

Pour le **Dr Faya Millimouno**, cette décision n'a pas du tout été bien mûrie par ceux qui l'ont instituée.

«*Nous avons suivi le reportage de beaucoup de médias le vendredi 15 septembre qui a été le premier jour de cette ouverture. S'il y avait la présence des enseignants un peu partout, il y avait une absence très remarquée de beaucoup d'élèves. Ce qui signifie que la décision qui a été prise pour ramener l'ouverture des classes au 15 septembre au*



Dr Faya Millimouno, leader du
Bloc Libéral. Photo: DR.

lieu du début octobre n'a pas été tout à fait bien pensée, à mon avis», condamne l'opposant Millimouno.

Dans le même ordre d'idée, Dr Faya indique qu'il faut que dans ce pays l'on sorte de la tradition selon laquelle les réformes se décrètent. «*Une réforme doit être soumise à une démarche. Il faut que l'on prenne en compte les réalités des élèves, des parents d'élèves et pour-quoi pas écouter leurs points de*

vue avant de prendre la décision de faire ces genres de changements ?», s'indigne-t-il. Rappelant qu'à maints endroits, notamment dans les écoles publiques où l'effectivité de cette rentrée scolaire est loin d'être prête, notre interlocuteur soutient que le constat sur le terrain dressé par les journalistes révèle qu'il y a jusqu'ici des écoles délabrées, qui manquent de table-bancs, de ceci et de cela.

Il ne suffit donc pas d'ouvrir les classes pour le simple plaisir de les ouvrir. Il faut ouvrir les classes pour qu'il y ait un enseignement, pour que les élèves apprennent. Mais «*si c'est simplement pour ouvrir les classes parce qu'il faut les ouvrir, sans aucune préparation préalable, je crois que cela porte un coup dur contre le système éducatif*», estime Dr Millimouno.

Par Mady Bangoura

Longtemps célébrée dans des chansons en hommage à la brave et exceptionnelle femme qu'elle a incarnée, **Koumanthio Wali Sané** l'est également dans le livre désormais. L'ouvrage s'intitule **Koumanthio Wali Sané, trois trônes pour une princesse**. Il est de la directrice du Musée du Fouta, l'écrivaine et poétesse Hadja Zeinab Koumanthio Diallo, homonyme et arrière-petite-fille du personnage qui a marqué son temps.

Par ce chef-d'œuvre, l'écrivaine, «*au-delà du sang*», entend «*rendre justice*».

«*D'abord le sang, parce que je suis en train de parler de quelqu'un de ma propre famille à moi. C'est carrément mon arrière-grand-mère. Je n'aurai peut-être pas dû parler d'elle. Mais je parle d'elle, parce qu'il y a une certaine injustice qui s'est instaurée à travers les âges que moi, je voudrais qu'on répare. Avec ma plume donc, j'essaie de le faire parce que je me dis quelque part qu'il faut porter haut cette femme, la faire connaître*», motive Koumanthio Diallo.

Aux dires de l'écrivaine, l'héroïne du roman a été une fille bien choyée dans un royaume très stable au départ : le royaume de N'Gabou dirigé par son père **Dianké Wali Sané**.

«*Mais avec la guerre qui a sévi entre le Fouta Djallon et le N'Gabou, le royaume a été détruit. Son père, vaincu. Elle a été prise comme prisonnière. Conduite à Labé, elle ne parle pas la langue du terroir. Elle était complètement étrangère. Elle*

est restée là. Plus tard, elle a donné naissance au dernier roi de Labé, Alpha Yaya Diallo», retrace l'auteure.

Pourquoi trois trônes pour une princesse ?

Koumanthio Wali Sané a commencé par le N'Gabou, chez elle, où elle était une princesse bien choyée (1er trône). Elle a été emmenée à Labé. Et là, au lieu d'être la prisonnière de guerre qu'on voulait qu'elle soit, elle devient l'épouse du roi (2e trône).

Elle met au monde le dernier roi de Labé. Et doit désormais s'occuper d'une grande zone vers Gaoual, Koundara, une zone tout à fait frontalière avec le royaume de son papa (3e trône).

Pour la directrice du Musée du Fouta, son homonyme a réussi sa mission sur toute la ligne. «*Elle était comme une sacrifiée pour permettre aux populations de vivre en paix. Parce que quand en Afrique, vous partez choisir la fille de votre ennemi, vous signez par-là même la paix. Koumanthio a donc servi de cela. Et finalement, il y a eu la paix entre les habitants de N'Gabou et les peulhs du Fouta Djallon. C'est une femme qu'on doit vénérer au fait. Et c'est une âme pure qui a été sacrifiée pour permettre aux uns et aux autres de vivre en paix*», justifie Hadja Zeinab Koumanthio Diallo.

Par Mady Bangoura

Afriquevision.info

Tout sur le continent en un clin d'oeil

2 octobre 2017 : La jeunesse dans la dynamique de célébrer les compagnons de l'indépendance

Depuis 2011, la célébration du 2 octobre, marquant la fête de l'indépendance est plutôt orientée vers les chefs-lieux des villes provinciales de l'intérieur du pays. Une politique instaurée par **Alpha Condé** au lendemain de son élection au pouvoir en 2010, et qui a permis la réalisation et la modernisation de certaines infrastructures sociales de base dans ces régions.

Cette année, les jeunes entendent organiser un carnaval festif qui partira de la stèle de Samory Touré sur la corniche Sud de Moussodougou au Palais du peuple: histoire de rendre hommage aux compagnons de l'indépendance.

Selon le coordinateur de **La voix du peuple**, un cadre de concertation des structures de jeunes œuvrant dans la responsabilisation des citoyens, les organisateurs veulent faire en sorte que le 2 octobre se ressente vraiment à Conakry.

«Parce que depuis 2011 cette fête est organisée à l'intérieur. Alors qu'elle perd peu à peu de l'engouement à Conakry», explique **Mohamed Doumbouya** qui soutient que le carnaval sera marqué de témoignages des compagnons de l'indépen-

dance sur comment les jeunes -en 58- se sont réunis pour pouvoir conduire le pays à l'indépendance.

«Et nous autres jeunes, pour nous interpeller sur comment nous pouvons nous unir aussi pour réaliser la mission qui est la nôtre. Nous comptons remplir tout le mât du Palais de drapeaux où il est prévu une montée collective des couleurs avec toutes les associations et dynamiques. Les artistes ont déjà donné leur principe d'accord pour venir auréoler cette fête avec nous. C'est un acte symbolique pour montrer qu'on vient de quelque part de loin, que la Guinée a été fière en prenant son indépendance et qu'on a tiré toute l'Afrique vers cette fierté qui doit continuer», indique le jeune Doumbouya.



Par ce carnaval, les membres de la dynamique **La voix du peuple** entendent éveiller en la jeunesse de leur pays une fibre patriotique afin qu'elle se sente fière d'être guinéenne. Une exposition sur les compagnons de l'indépendance est également prévue à cet effet. Ce, en rapport avec le Com-

missariat général de l'événement **Conakry, capitale mondiale du livre** entamé depuis le 23 avril dernier, sous le thème : **Le livre au service du rapprochement des peuples.**

Par Mady Bangoura

L'arbitre Kamano n'est plus !



Lundi 18 septembre 2017, la famille du football guinéen a accompagné à sa dernière demeure l'arbitre fédéral **Etienne Farah Kamano** décédé dimanche 17 septembre 2017 «d'un arrêt cardiaque lors de tests physiques».

M. Kamano «s'est écroulé après dix tours de piste effectués au stade du 28 septembre et n'a pu être réanimé malgré les premiers soins des médecins sur place et son transport d'urgence en ambulance vers un hôpital local», explique-t-on. Pour éviter pareilles circonstances à l'avenir, lors des tests physiques pour arbitres organisés tous les ans par la Fégui-foot sur instruction de la Fifa, le président de la Fédération guinéenne de football (Féguifoot), **Antonio Souaré** a promis aux arbitres une ambulance médicalisée. ■

RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS L'ARMP renforce les capacités de ses partenaires

Dans la dynamique de renforcer les capacités de travail de ses nombreux usagers, l'Autorité de régulation des marchés publics (**Armp**), sous l'impulsion de son directeur général, **Jonas Mukamba Kadiata Diallo**, a initié un programme de formation permanente dédiée aux membres de Commissions de passation et de contrôle.

Ladite session qui a démarré depuis le 4 mai dernier se poursuivra jusqu'en fin d'année 2017 à son siège de Kouléwondy, aux abords du boulevard Telly Diallo, dans la commune du Kaloum à Conakry. Les objectifs recherchés visent, entre autres, à faire comprendre aux participants, le rôle d'une Commission de passa-

tion des marchés, la procédure de demande de cotations et le processus d'ouverture et d'évaluation des offres pour les cotations.

Ce programme de formation touche l'ensemble des acteurs de la commande publique, de l'administration, mais aussi les soumissionnaires et le privé. Assistante de la Personne responsable des marchés publics (Prmp) du ministère de l'Environnement, des eaux et forêts, **Mariama Lamarana Baldé** salue à sa juste valeur la présente formation. Puisqu'à travers celle-ci, elle a acquis de nouvelles connaissances.

«Désormais, nous sommes suffisamment outillés à travailler davantage pour la satisfaction de nos nombreux usagers. Nous remercions l'Armp, l'initiatrice de la présente formation et l'encourageons à multiplier ces genres de rencontres pour combler le vide au niveau des services en charge de la passation des marchés publics», exhorte Mme Baldé.

Dans le même sillage, **Elhadj Mohamed Sidiki Zoumanigui**, Prmp de la Cour suprême, soutient qu'une formation est toujours est un plus dans la

connaissance pratique des marchés publics à laquelle il est personnellement en train de s'initier.

De l'avis de M. Zoumanigui, les modules abordés lors de cette formation étaient quasiment méconnus des institutions alors qu'elles en ont besoin. En ce sens que cette formation devient une cause nécessaire dans la carrière de travail des bénéficiaires, tout en enrichiss-

des marchés publics ne va sans problèmes. Donc, grâce aux acquis de cette formation, nous serons désormais à l'abri de ces problèmes, non seulement avec l'administration, mais aussi avec les éventuels soumissionnaires».

La définition du rôle d'une Commission de passation des marchés, la procédure de demande de cotations et le processus d'ouverture et

d'évaluation des offres pour les cotations sont des modules qui ont été enseignés ce mardi 19 septembre 2017. Des thématiques qui sont toutes conformes au contenu du Code des marchés publics et de la Loi L020 relative aux supports juridiques qui régissent la passation des marchés publics en République de Guinée.

Par Mady Bangoura



Mariama Lamarana Baldé du Ministère de l'Environnement, **Elhadj Mohamed Sidiki Zoumanigui** de la Cour suprême et **Cheick Oumar Konaté** du ministère de la Justice font partie du groupe de bénéficiaires de la formation. Photo: Mady.Bangoura.

Sagesse

■ La solidité d'une chaîne dépend du maillon le plus faible (...). En bouche close n'entre point mouche (...) L'avis d'un sot est quelquefois bon à suivre (...) Amitié dans la peine, amitié certaine. *Anglais*

■ Qui bien commence bien finit (...) Une bonne action n'est jamais perdue. (...) À l'œuvre on connaît l'artisan. (...) Bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée. *Gaullois (France)*

ant leurs attributions dans l'exercice de leurs fonctions respectives.

«Ma structure originelle pourra donc attendre de moi désormais plus de qualification dans ma méthode de travail, notamment dans l'attribution des marchés publics», rassure-t-il.

Même engagement chez **Cheick Oumar Konaté**, assistant de la Prmp du ministère de la Justice. Il affirme que cette formation va lui permettre d'être mieux qualifié par rapport à l'utilisation des deniers publics dans la procédure de passation des marchés publics.

«Parce que vous n'êtes pas sans savoir que la passation

RADIO ENVIRONNEMENT Guinée

Tél. : +224 622 26 10 50 / 655 29 10 50 / 662 08 08 27
Site Web : www.radioenvironnementgn.com / www.facebook.com/radioenvironnementgn
E-mail : radioenvironnementgn@gmail.com

Tierno Monenembo invité de marque du Congrès de la FIPF au Japon

Voici une bonne nouvelle qui plaira à tous les francophones du monde : Notre compatriote lauréat du prix Renaudot 2008 et du Grand prix de la francophonie 2017 de l'Académie française est fait invité de marque du 4e Congrès régional Asie/Pacifique de la FIPF qui se tient dans les locaux de l'Institut français du Japon-Kansai et sur le campus de l'université de Kyoto du 20 au 24 septembre 2017.

Notre Tierno Monenembo a donc accepté de s'asseoir à table avec les promoteurs de la langue que sont les membres de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) durant ce 4e Congrès régional de la Commission Asie-Pacifique (CAP) organisé sur un thème aussi actuel que vital de l'«*Écologie du français & Diversité des langues*».

L'écrivain qu'il est y retrouve toute la noblesse de partager de moments d'échanges avec les professeurs de la langue qui est son outil de travail et par-dessus tout son univers de vie et d'action.

Tierno chérit tellement le français que sans lui la vie n'aurait aucun sens pour lui. Il

fait donc de la langue sa raison d'exister et en retour elle guide son action de tous les jours. Tierno la manie à souhait et elle donne vie et âme à ses ouvrages faits eux aussi des références dans l'espace

où le monde entier tient à célébrer «*les vingt ans de la signature du protocole de Kyoto, qui marque l'émergence d'une prise de conscience planétaire des risques que fait courir un développement non*

la protection et la promotion de la diversité culturelle et linguistique». Tout naturellement, «*la langue française contribue à cette diversité*».

L'autre intérêt que revêt la présence de Tierno à ce congrès de Kyoto trouve son explication dans le fait qu'actuellement «*les communautés linguistiques (étant) des écosystèmes fragiles, méritent autant d'attention que la qualité de l'air ou la préservation des ressources naturelles*».

Ce congrès qui est à sa quatrième édition, «*souhaite illustrer de manière éclatante son engagement en faveur d'un développement durable des langues et de la promotion du français comme vecteur d'amitié entre les différents pays de la région*» Asie et Pacifique.

C'est cette bonne nouvelle que j'ai trouvée utile de partager avec vous ainsi que les 80 000 membres de la FIPF des 180 associations agréées dans plus de 140 pays à travers le monde entier.

Par Ibrahima Diallo
DG de la radio Liberté FM
Conakry, Guinée.



Tierno Monenembo

francophone à l'image de leur auteur devenu une icône de la francophonie littéraire.

Tierno, l'écrivain, l'humaniste et l'activiste, est fait invité de marque à Kyoto à un moment

contrôlé à l'ensemble des habitants du globe et aux générations futures».

Avec lui, la notabilité de chercheurs va élargir «*la notion d'environnement pour y inclure*

ÉLECTIONS EN GUINÉE

Sila Bah est catégorique: C'est quand l'Exécutif en décidera

Pour nombre d'animateurs de la vie politique guinéenne, notamment de l'opposition, l'organe de gestion des élections politiques en Guinée reste inféodé au pouvoir central. Donc, à l'Exécutif.

Un avis que partage sur toute la ligne le député Alpha Ibrahima Sila Bah.

Pour le président du Parti guinéen pour la renaissance et le progrès (Pgrp), il faut que l'ensemble des acteurs politiques du pays tiennent compte de l'urgence nécessitant de créer un climat de sérénité et de paix afin de permettre à la Guinée de s'attaquer aux vrais problèmes de développement, à la satisfaction des besoins primaires de la population.



Ibrahima Sila Bah, leader du Pgrp. Photo: Mady Bangoura.

Toute chose qui passe forcément par la tenue des élections locales. Hélas ! «*Les élections locales, comme vous le savez, on a passé plus de 12 ans sans les avoir. Or, la démocratie commence ici à la base*», enseigne le parlementaire.

Le retard dans l'accomplissement de ces élections, l'honorable Sila Bah l'impute en premier chef à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui reste incessamment dans une logique de toujours réclamer des moyens pour qu'elle puisse organiser les élections. Une démarche de laquelle le président du Pgrp a une toute autre perception.

«*Il faudrait que nous ayons une Ceni qui prend toutes ses res-*

ponsabilités pour fonctionner en tant qu'institution indépendante pour l'organisation des élections. Et que cette Ceni ne devienne pas un département lié à l'Exécutif, une Ceni où les gens ne se préoccupent plutôt que de la bouffe. Parce que si j'ai bien compris, essentiellement, tout le tralala qu'on a eu là, c'est parce que les gens ne sont pas contents au sein de cette institution».

Demandant aux uns et autres de ne pas se voiler la face, M. Bah conclut qu'en Guinée, il n'y aura d'élections «*que quand l'Exécutif décidera qu'elles se tiennent*». Qui dit mieux?

Par Mady Bangoura

Comment intégrer l'éducation sexuelle dans les écoles en Guinée

Un projet de cadre d'intégration de l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires, académiques et de

l'offre des services conviviaux pour les adolescents et jeunes en santé sexuelle et reproductive a été élaboré pour la période 2017-2020.

Un diagnostic à deux niveaux

Le ministère de l'Enseignement pré-universitaire, en collaboration avec l'Unfpa et l'Unesco, a organisé du 20 au 22 septembre 2017 à Kindia, un atelier d'élaboration d'un plan d'intégration de l'Education sexuelle complète (ESC) dans

le système éducatif guinéen. Une cinquantaine de participants issus des directions techniques en charge de l'éducation, de la santé, ainsi que des associations de jeunesse, des médias et de la Société civile ont pris part à cet atelier. Ensemble, ils ont fait un diagnostic à deux niveaux.

Le premier, concerne le diagnostic des programmes en éducation sexuelle complète (ESC) ainsi que l'offre des services conviviaux pour les adolescents et les jeunes. Le second consiste à l'élaboration

d'une feuille de route triennale (2017-2020) portant sur une stratégie novatrice d'intégration d'un programme d'éducation sexuelle complète, pertinente et adaptée aux besoins de la couche juvénile.

Au terme des échanges, une stratégie d'offre des services conviviaux appropriée et adaptée aux milieux scolaire, universitaire et extra-scolaire a été définie.

Par Abdoul Malick Diallo

Lu dans



Le ministre Bantama Sow triomphalement accueilli à Mamou : "le président Alpha Condé, c'est Dieu qui l'a envoyé pour nous"

Le ministre S. Bantama Sow a été fortement accueilli (...) vendredi par les autorités, les jeunes et les sages de la région administrative de Mamou, sa ville natale.

Militant dans l'âme, le ministre a déclaré que le président Alpha Condé a été envoyé par Dieu. «*Aujourd'hui, je suis heureux parce que cette population est derrière le Pr Alpha Condé. Et aujourd'hui, c'est un grand jour pour la population de Konkouré. Donc, c'est un fils de Ourékaba qui a été accueilli ici et je suis content. Si vous entendez Bantama Sow, c'est le président Alpha Condé. Quelqu'un ne peut pas aimer Bantama et ne pas aimer Alpha Condé. Le président Alpha Condé, c'est Dieu qui l'a envoyé parce que c'est tout le peuple de Guinée qui a prié Dieu de lui donner un président qui peut faire l'affaire du pays. Ce que Dieu nous a envoyé, acceptons cela avec la main tendue. Tout ce que vous m'avez demandé, c'est lui qui peut vous le donner. L'autre côté ne peut pas vous donner les colas dont vous voulez. Vous voulez des colas, mais vous n'aimez pas son propriétaire, vous n'allez pas avoir ces colas-là (...)*», a-t-il déclaré. Je ne suis pas sûr que durant de longues années Mamou a eu ce que le président Condé lui a offert. Ajoutant que «*c'est pour cela beaucoup on dit que Bantama n'a pas froid aux yeux, il ne respecte pas les sages et il n'aime pas le Foutah, les Malinkés l'ont acheté. Quelle que soit la durée d'un bois dans l'eau, il ne va jamais se transformer en caïman. Depuis que le Pr Alpha Condé est venu, vous constatez les intérêts que Mamou a obtenus de son pouvoir, je ne suis pas un érudit mais je ne suis pas sûr que durant de longues années Mamou a eu ce que le président Condé lui a offert. Avant tout ça, si vous sillonnez la ville de Mamou, vous voyez ce qu'il a fait pour vous-mêmes, si vous ne l'aimez mais vous direz quand même vraiment, il a fait quelque chose pour nous (...)*».

Le ministre des Sports en a profité pour réaliser des promesses qu'il a tenues lors d'une ses visites dans la préfecture de Mamou. «*Donc, j'ai pensé à vous quand je suis parti en Europe. J'ai acheté 31 Kimonos (tenues de Karaté) et de ceintures. Pour l'équipe de Basket série garçon, je leur avais promis. Donc, j'ai envoyé 18 paires de chaussures de sport plus les maillots pour l'équipe de Basket garçon et l'équipe de volleyball et plus 10 ballons pour les basketteurs*» (...) ■

Par Yaya Dramé
Envoyé spécial



Consulter
www.guineesite.com
un site d'informations générales sur la Guinée, spécialisé dans la publication des appels d'offres et des offres emplois.



L'ambassadeur de la Paix, Elhadj Djériba Diaby

PAIX La Journée internationale célébrée en Guinée

La Journée internationale de la Paix sous les couleurs de Conakry, capitale mondiale du livre.

La Guinée, à l'instar des autres de la planète, a célébré ce jeudi 21 septembre la **Journée internationale de la Paix**. C'est l'espace *Bluezone de Kaloum* qui a servi de cadre à cet effet, en présence de plusieurs hommes de culture et de nombreux autres invités de marque.

La prestation artistique du chanteur Abdoulaye Camara, dit **Blo Master** a ouvert le bal sous les ovations nourries du public. S'en est suivi le speech de l'ambassadeur de la Paix, **Elhadj Djériba Diaby** qui a invité l'assistance à l'entente, à l'unité nationale, à la paix et à la cohésion sociale. Rappelant son séjour congolais où, grâce à la culture de la paix qu'il y a toujours promue comme partout ailleurs durant ses 35 années d'aventure, il a été nommé consul honoraire de Guinée à Kinshasa, Elhadj

Diaby a longuement exposé sur les vertus de cette denrée vitale. Pour illustrer ses propos, l'exposant a cité en exemple le "grand" Congo divisé qui s'est fait dominer par le "petit" Rwanda uni. Autant dire combien est importante l'unité nationale. La cérémonie a pris fin par une table-ronde animée par d'éminents panélistes sous la modération de **Mohamed Salifou Keita**, président des éditeurs de Guinée.

Par Mady Bangoura

PRÉPARATIFS DE LA CAN 2023

20 septembre 2014 – 20 septembre 2017: Trois ans après, l'état des lieux

Cela fait 3 ans jour pour jour depuis que la Guinée a été désignée pour abriter l'édition 2023 de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Ceci faisait suite à l'envoi - en 2013, par le pays - d'une lettre de garantie au siège de la Confédération africaine de football (CAF) pour confirmer sa candidature à l'organisation de l'édition de 2019 ou de 2021. C'est alors qu'au mois d'avril 2014, le Comité exécutif de la CAF a envoyé une mission d'évaluation pour voir la pertinence du dossier guinéen. Le 20 septembre de la même année à Addis-Abeba, le Comité exécutif, lors d'une réunion ordinaire, a procédé à la désignation des pays hôtes de l'édition de 2019 et celle de 2021. Ainsi, le Cameroun a hérité de l'édition de 2019. Et la Côte d'Ivoire, de l'édition suivante de 2021. A la surprise générale, la Guinée s'est vue attribuer l'édition de 2023 qui n'était pourtant pas à l'ordre du jour de cette réunion et à l'organisation de laquelle elle n'avait même pas souscrit. Mais la CAF a invoqué comme argument que la mission d'évaluation qui est venue en avril



Le consultant sportif Thierno Saidou Diakité. Photo: M.B.

2014 à Conakry et qui s'est rendue dans certaines villes provinciales de l'intérieur du pays, a bénéficié d'un accueil très enthousiaste et populaire. Ensuite, dit-on, ils ont tenu compte du fait que le football guinéen a un palmarès très élogieux dans les années 70 ; période pendant laquelle le pays a été la figure de proue du football africain, parce que le Hafia FC a élevé le premier triplé continental en 77 ; la Coupe des clubs champions qui portait le nom de feu **Osagyefo Kwame Nkrumah** du Ghana. «*Déjà en 1976, la Guinée avait joué la finale avec le Maroc. Mais compte tenu du format de la compétition, le Maroc a été sacré*



Le cahier de charges pour la CAN 2023 exige un minimum de 6 sites de compétition. Photo: Mady Bangoura.

champion d'Afrique sans avoir battu la Guinée. Le match s'est soldé par un but par tout à travers une formule de championnat appliquée à l'époque», rappelle le consultant sportif Thierno Saidou Diakité. «Donc, dit-il, ils ont tenu compte de tous ces critères subjectifs et objectifs pour nous attribuer, à titre exceptionnel, la CAN 2023». A en croire le banquier Diakité, depuis cette désignation, à part

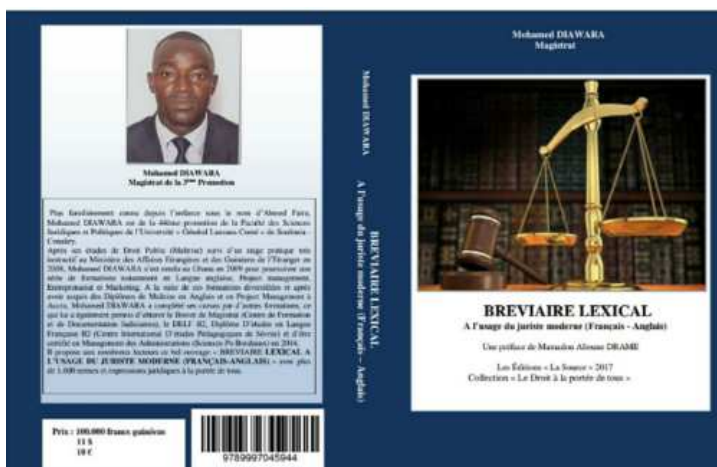
le fait qu'au mois d'octobre 2016, le président de la République ait institué le Comité d'organisation de la CAN (Cocan), suivi de la nomination au mois de janvier 2017 des membres du Comité de pilotage, et au mois de mars, de la nomination par le Premier ministre, des membres des 13 Commissions spécialisées devant travailler avec le Cocan, rien n'a été entrepris pratique-

ment dans la perspective de l'organisation de cette compétition. Alors que la course est engagée contre la montre pendant que le projet titube, l'on est tout de même en mesure de mentionner que le Cocan s'est doté d'un siège à la Cité chemins de fer, mais non-équipé. La Guinée pourra-t-elle réussir cette manifestation jamais tenue sur son sol depuis près de 6 décennies d'indépendance ? Rien n'est moins sûr ! Le cahier de charges pour l'organisation de cette manifestation sportive exige un minimum de 6 sites de compétition. Etant donné que depuis le *Symposium de Rabat*, le format de la compétition a changé, nous passons ainsi de 16 à 24 équipes désormais. Sans compter les infrastructures à mettre en place, notamment hôtelières et en termes de moyens de transports. Puisqu'au-delà de 1000 km, la CAF exige que les athlètes voyagent par avion. Hélas ! Outre le fait que la Guinée manque de compagnie aérienne, elle reste frappée de plein fouet par un manque criard de routes praticables.

Par Mady Bangoura

Littérature Le juge Diawara écrit un livre dont l'usage dépasse nos frontières

Engagé dans la dynamique de vulgarisation de la législation en Guinée, le jeune magistrat Mohamed DIAWARA, Juge d'Instruction à la Justice de Paix de Kérouané, continu à s'imposer sur la scène juridique guinéenne. Au-delà des pertinentes interventions sur des questions juridiques et judiciaires qu'il fait constamment dans les médias de la place, ce magistrat de la nouvelle génération vient d'écrire un livre intitulé «**Bréviaire lexical à l'usage du Juriste moderne (Français-Anglais)**» qui sera disponible d'ici fin novembre en Guinée. Ledit livre, imprimé et édité à Montréal (Canada) en Août 2017 par les éditions «la source», Collection «Le Droit à la portée de tous», est essentiellement destiné aux Juristes (magistrats, avocats, huissiers de justice, notaires...), aux étudiants et professionnels du Droit. Préfacé par Mamadou



Le «Bréviaire lexical à l'usage du Juriste moderne (Français-Anglais)» sera disponible d'ici fin novembre en Guinée.

Alioune Dramé, magistrat guinéen en service au Port-au-Prince (Haïti), au compte des Nations Unies, ce Bréviaire lexical est conçu dans une forme délibérément concise de sorte que toute personne

intéressée peut s'en servir dans le but de découvrir l'équivalent des termes et expressions juridiques Français en Anglais et vice-versa. Selon le Juge DIAWARA, cet ouvrage, dans sa formulation

simple, se veut un outil de travail accessible à tout utilisateur potentiel. IL précise que l'utilité de son livre se situe à deux(2) niveaux : **·Premièrement**, c'est un outil d'interprétation permettant à tout utilisateur potentiel de connaître de nombreux termes et expressions Juridiques anglais dans la langue de référence qui est le français, et vice-versa. **·Deuxièmement**, il facilite l'accès aux ouvrages techniques qui seraient hermétiques en l'absence d'un outil efficace susceptible de les rendre accessible et exploitable. Pour ce jeune magistrat guinéen dont le rêve est d'assurer la fierté de la Jeunesse Guinéenne au grand rendez-vous des Nations, l'amélioration de la compétitivité internationale des Cadres Guinéens passe naturellement par l'apprentissage de la langue internationale par excellence, l'anglais. C'est

pourquoi, nourri de patriotisme et de civisme, il a jugé nécessaire de mettre cette toute première édition à la disposition de son pays à un coût raisonnable (100.000 GNF/livre). Enfin, le jeune Juge DIAWARA ne s'est pas limité à mettre à la disposition des personnes concernées les termes et expressions juridiques car il leur propose, dans les dernières pages du présent ouvrage non seulement les proverbes et expressions courants mais aussi les verbes irréguliers de la langue Anglaise dont la traduction est faite en Français raison pour laquelle l'espoir est grand en ce qui concerne l'usage de ce livre au-delà de nos frontières.

Par **Daouda Yansané**,
Spécialiste des questions
juridiques et judiciaires
664 44 23 43/655 12 95 20

Loyauté à toute épreuve : Bantama Sow, une école...

Politique et constance, fidélité et politique, alliance difficile en Guinée, assurément. Mais aussi alliance nécessaire, d'un côté, le souci de l'ordre et de l'évolution, de l'autre, celui du progrès.

Séparément, la politique et la constance; la fidélité et la politique, sont deux paires des forces les plus puissantes qui soient en politique. Ensemble, elles déterminent la clé du progrès basé sur la conviction, et de l'amélioration de l'univers politique.

Dans notre pays, la politique est devenue un moyen de se protéger et non de protéger le peuple, un moyen de tromper le peuple. La plupart des hommes politiques sont sans conviction et sont inconstants, changent de discours, de position, tels des caméléons politiques. Le jeu de l'intérêt personnel supplante la conscience de l'intérêt général.

Ceux qui sont débarqués du gouvernement qu'ils ont encensé et magnifié, deviennent le lendemain des pourfendeurs de celui, en se glissant parfois dans les habits trop transparents du révolutionnaire. Ils se font passer pour les plus honnêtes, après pourtant s'être sucrés dans la mangeoire publique. Ils se retournent contre celui qui les a sortis de la gueule de la misère, de la chaleur des taxis... C'est cela la politique pour beaucoup de guinéens. C'est cette réalité obscure qui obstrue les idéaux politiques nobles, qui génère cette tribune. En effet, le constat posé ci-haut, m'inspire un nouveau concept politique. Qui, je le souhaite vivement, doit désormais être une source d'inspiration voire un cas école, afin de permettre à notre pays d'avoir des politiciens constants et fidèles à leur engagement et à leur conviction : la Bantama-Attitude.

La Bantama-Attitude est un concept qui concentre les valeurs politiques fondamentales de loyauté, de constance, de fidélité et d'efficacité politique. Ce concept rend possible une réponse à nos besoins politiques. Surtout, elle nous permet d'influencer les situations d'infidélité et de les modifier, au besoin.

C'est la construction du sens de la constance politique, qui fait que chaque acte est un signe évocateur de fidélité. Elle se produit dans un contexte, dans



Sanoussy Bantama Sow.

un environnement politique où la constance et la fidélité sont des vertus cardinales.

La Bantama-Attitude est une sorte de remède-miracle, devant contribuer à la conscientisation d'une frange importante de politiciens. Elle implique des aspects interactifs. C'est d'abord le physique qui renvoie à un environ-

nement tangible ou concret. C'est cet environnement qui dicte à l'homme politique le comportement à adopter suite à son limogeage, mais aussi devant ses intérêts politiques.

Il y a aussi l'aspect culturel de ce concept. On y apprend que les croyances et les valeurs politiques qui fondent la constance de l'homme politique qui

élimine les germes de la transhumance dans son comportement. Enfin, le concept de Bantama-Attitude sous-entend la temporalité. Car, la durée de la constance et de la conviction dans le temps et dans l'espace, ne font aucun doute dans la carrière politique de Sanoussy Bantama Sow.

Ainsi, la Bantama-Attitude est un concept à valoriser, pour transmettre un message en direction de ceux qui conçoivent la scène politique comme un espace touristique dans lequel on peut se mouvoir d'un parti à un autre, ou d'une mouvance à une autre. Il est évident que Sanoussy Bantama Sow, n'est pas parfait, puisqu'il est un humain. Chacun, comme la démocratie l'y autorise, est libre de critiquer sa politique ou ses actions en qualité d'homme public soumis à la critique de ses compatriotes.

Mais il y a cependant un mérite qu'il faut lui reconnaître : sa loyauté au président Alpha Condé et au RPG. Et cela, en toutes circonstances, et quelle que soit sa position administrative. D'où le concept de Bantama-Attitude que cela nous a inspiré.

Un concept qui allie les recettes précieuses de la reconnaissance, la constance, la fidélité, l'efficacité et l'humilité. Elle ne vise pas à transformer le système politique, mais elle participe de la responsabilisation des hommes politiques devant les grands enjeux de la paix et du développement économique. Mais aussi, devant le présent et l'avenir. Bref, le peuple de Guinée a besoin d'hommes et de femmes politiques, qui ne changent pas de discours, de posture et de conviction, selon leur présence dans les bonnes grâces d'un gouvernement ou d'un régime donné. bonne formation dans notre école.

Par **Laye Mamadi CONDE**
Consultant en Communication

Le président Alpha Condé souhaite l'organisation des élections communales dans les meilleurs délais



Le président Alpha Condé (présentant ses condoléances suite au décès du frère du chef de file de l'opposition Cellou Dalein Diallo) a demandé à la CENI de faire une proposition d'un plan de décaissement des montants alloués pour les élections communales.

Le président guinéen Alpha Condé a souhaité mardi l'organisation des élections communales dans les meilleurs délais, avec l'implication de tous les acteurs étatiques et politiques.

«L'organisation des élections communales, qui constitue aujourd'hui une priorité absolue pour le gouvernement et pour toute la nation entière, est une préoccupation majeure du chef de l'Etat», indique la présidence dans un communiqué, demandant à ce que l'on redouble d'efforts pour que tous les engagements soient effectivement respectés dans les délais prévus.

Pour ce faire, M. Condé rappelle que sur les 350 milliards de francs guinéens (41 millions de dollars) demandés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), il aurait ordonné aux membres du gouvernement de débloquer 90 milliards de francs guinéens (10 millions de dollars)

qui représentent la part supportée par le budget national.

Toutefois, il a été demandé à la CENI, conformément au principe de régularité et de transparence des dépenses publiques, de faire une proposition d'un plan de décaissement des montants alloués pour les élections communales.

Il appartient désormais à la CENI, selon le communiqué, en accord avec tous les acteurs concernés, de proposer rapidement un chronogramme définitif et une date pour l'organisation des élections locales.

En outre, le président appelle «les uns et les autres à privilégier le dialogue pour résoudre tous les problèmes et à s'abstenir de tout acte ou comportement qui pourrait affecter la paix dans le pays et le climat de confiance entre les acteurs du processus électoral».

Par **XINHUA**



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

lecourrier
deConakry.com

L'information citoyenne

www.lecourrierdeconakry.com

Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences

Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement

Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70

E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48

Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



ACTU
CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com